

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2021

LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE - (N° 3995)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT**N ° 4044**

présenté par

M. Reda, M. Le Fur, Mme Serre, M. Hemedinger, Mme Bouchet Bellecourt,
M. Emmanuel Maquet et M. Parigi

ARTICLE 26

I. – À l’alinéa 2, substituer aux mots :

« ainsi que la mise en place »,

le mot :

« et ».

II. – En conséquence, au même alinéa, substituer au mot :

« vélos »,

les mots :

« cycles et cycles à pédalage assisté ».

III. – En conséquence, à l’alinéa 3, après le mot :

« personnes »,

insérer les mots :

« et en tenant compte de l’aire de rabattement à vélo ».

IV. – En conséquence, après le même alinéa, insérer l'alinéa suivant :

« I. *bis* – Les modalités d'application du 1° du I, notamment les proportions minimales de places de stationnement sécurisé destinées aux cycles et aux cycles à pédalage assisté, sont prévues par décret en Conseil d'État. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à intégrer le développement de parking-relais sécurisés vélo dans les objectifs des plans de mobilité élaborés par les collectivités territoriales et à préciser les dispositions de l'article 26 ajoutés en commission. L'organisation du stationnement, et en particulier le stationnement sécurisé, est l'un des éléments structurants de la politique de mobilité d'une AOM pour soutenir le développement de la pratique du vélo. En effet, le vol de vélo est le deuxième frein à la pratique du vélo, renforcé par l'essor des VAE et des vélo-cargo.

Proposer du stationnement sécurisé permettra aussi aux automobilistes destationner leur vélo, et ainsi transformer ces lieux en de véritables pôles d'échanges multimodaux. Les AOM sont pour la plupart déjà conscientes de l'enjeu de report modal qui est l'un des objectifs du plan de mobilité. Île-de-France Mobilités a révisé son schéma directeur du stationnement vélos en février 2020 et décidé de multiplier par 5 le nombre de stationnements vélos disponibles, avec toutes les gares équipées à la fois en stationnement libre-accès et fermé et sécurisé d'ici 2030 (soit 100 000 places).

La disposition envisagée permet de généraliser cette prise de conscience à toutes les AOM. Le but d'inscrire cet objectif dans la loi est une meilleure appropriation des sujets de l'intermodalité vélo-TC et du stationnement sécurisé vélo par les autorités organisatrices de la mobilité.